

Nous pensons à la décision du gouvernement de bloquer les dépenses consacrées à la recherche, d'abroger la loi stimulant la recherche et le développement scientifiques et de réduire les crédits du programme d'aide à l'avancement de la technologie industrielle.

● (2010)

Quoique les sommes en cause ne soient pas élevées (nous sommes portés à croire que les subventions annuelles accordées en vertu de la loi stimulant la recherche et le développement scientifiques ne dépassent pas 30 millions de dollars), elles étaient souvent indispensables pour la mise sur pied et la poursuite de programmes de recherche de certaines sociétés.

Les sommes les plus élevées consacrées à la recherche et au développement n'ont jamais été plus que minimales. Le fait est que les montants consacrés par le Canada à la recherche et au développement ont connu un sommet en 1966 et le Canada n'a jamais consacré à la recherche plus de 1.2 p. 100 de son produit national brut. D'autres pays industrialisés, comme le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont affecté des pourcentages beaucoup plus importants de leur PNB à la recherche et continuent de le faire. Il faut dire que si notre pays espère développer son industrie et devenir l'un des principaux pays commerçants à l'échelle internationale et continuer d'améliorer le bien-être de sa population, il ne peut pas alors se passer de la recherche. Il reste que le Canada sera dépassé par d'autres pays industrialisés et finira par aller chercher ailleurs les services d'experts en technologie et en sciences dont il aura besoin.

Je m'intéresse activement au climat économique de notre pays et, à la différence du gouvernement, je reconnais qu'il y a une véritable valeur économique attachée à l'accroissement de l'efficacité, à l'amélioration des produits et à l'accroissement du commerce. Si cela paraît être une optique simpliste, rappelons-nous simplement que l'amélioration des soins médicaux, du logement, des produits de consommation, la réduction du travail et l'accroissement de la prospérité sont aussi attribuables au progrès scientifique et technique. Il semble que le gouvernement actuel considère les dépenses en recherche et en développement comme un luxe dont on peut se passer. C'est pourtant là un domaine où il est nécessaire de continuer et d'accroître l'aide gouvernementale. La recherche et le développement ne sont pas une dépense; ils sont un placement dans l'avenir de notre pays.

Le Canada a des problèmes très particuliers à son propre développement. On contestera difficilement que l'avenir économique du Canada dépend largement de sa capacité à accroître son commerce international. Il ne fait pas de doute que la recherche industrielle peut être une clef vers l'affermissement et l'avancement de la position de notre pays dans le commerce international. En traitant de ce sujet, il y a certains faits de la vie économique du Canada qu'il ne faut pas oublier.

Depuis quelques années, les salaires ont augmenté beaucoup plus vite au Canada que chez certains de nos concurrents et dans certains pays où le Canada espère vendre. Malheureusement, en même temps, notre taux de production a baissé par rapport à celui de pays comme l'Allemagne de l'Ouest et les États-Unis. Cela fait que nous souffrons d'un handicap lorsqu'il s'agit de faire face à la concurrence sur un bon nombre de marchés étrangers.

La recherche et le développement peuvent apporter des innovations aux produits et aux procédés de fabrication afin de compenser la hausse des salaires et la baisse de la production au Canada. Si nous ne faisons pas de recherche et de développement, cela ne pourra qu'entraîner d'autres déficits dans la balance commerciale du Canada car celui-ci n'arrive pas à percer sur certains marchés étran-

Le budget—M. Balfour

gers. Je répète encore au gouvernement que la position commerciale du Canada n'est pas bonne. En réalité, le Canada a subi un déficit commercial de 8 milliards de dollars en 1975. Nous l'avons converti en vendant pour 2.9 milliards de dollars de matières premières, en empruntant 4.7 milliards de dollars de sources étrangères et en laissant nos réserves d'échange tomber à 400 millions de dollars. Notre compte courant pour 1975 accuse un déficit de 5.1 milliards et, même avec un excédent de 2.9 milliards de dollars sur la vente de nos matières premières, il est difficile de concevoir un déficit commercial plus inquiétant.

Même s'il est probable qu'en 1976 notre situation commerciale soit un peu meilleure qu'en 1975, la composition de la balance du compte courant de 1975 est encore plus alarmante que le déficit dont les chiffres font état. La vente de matières premières est, bien sûr, un élément fondamental dans notre situation économique. L'accroissement des ventes de matières premières est peut-être une façon de régler nos problèmes commerciaux actuels, mais la plupart d'entre nous, excepté le gouvernement, se rendent compte qu'une telle attitude est pure folie. Il est beaucoup moins intéressant pour l'économie canadienne d'exporter des matières premières que des produits entières ou partiellement manufacturés. Un produit manufacturé nous apporte beaucoup plus sur le plan de la main-d'œuvre, des investissements de capitaux et de recherche qu'une matière première. Mais en plus des critiques habituelles à l'égard de la hausse des exportations de nos matières premières, on peut dire aussi que nos exportations de matières premières non renouvelables ne seront pas éternelles, par définition.

L'évolution récente de nos réserves de pétrole et de gaz naturel démontre bien l'évidence de cette vérité. Nos ressources non renouvelables, c'est notre capital. Continuer à les exporter à l'état brut, c'est dilapider le patrimoine pour couvrir les dépenses courantes. Ce qu'il faudrait surtout, c'est que le gouvernement encourage les industries nouvelles et les industries déjà en place et leur permette de se développer et de soutenir la concurrence sur le marché intérieur et à l'étranger. Malheureusement, le budget fait preuve d'une absence absolue de prévoyance et d'initiative à cet égard.

C'est un fait de la vie économique que l'expansion des activités industrielles et commerciales exige des capitaux. Le Conseil économique du Canada, dans sa douzième revue annuelle, prévoit que nos besoins d'investissements vont se situer d'ici à 1985 entre 800 et 860 milliards de dollars. A titre de comparaison, les investissements se sont chiffrés à quelque 200 milliards de dollars pour les dix années qui viennent de s'écouler. Il va donc falloir quadrupler les investissements pour permettre aux moyens de production de suivre la croissance des marchés canadiens, pour développer et transformer nos richesses naturelles, énergétiques et autres, et pour réaliser les améliorations de productivité indispensables à la stabilité des prix à long terme.

Le mémoire prébudgétaire présenté par la Chambre de Commerce du Canada exposait de façon très succincte les besoins du monde des affaires:

Historiquement, 60 à 70 p. 100 des investissements sont couverts par l'autofinancement des entreprises, c'est-à-dire par les bénéfices non répartis et par les dotations aux comptes d'amortissement.

Nous prévoyons que ni l'une ni l'autre de ces sources de financement ne va progresser au rythme nécessaire. Les dotations aux comptes d'amortissement, calculées en fonction des dépenses anciennes, sont très insuffisantes pour assurer le remplacement des équipements. Les profits, et par conséquent la fraction non distribuée de ces profits, sont plafonnés par le contrôle des prix et des salaires.